

I'Humanité *rouge*



Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 361

mardi 4 novembre 1975

LE LIBAN DANS LA TOURMENTE

La tempête qui secoue actuellement le Liban, la plus grave de toute sa jeune histoire, intervient à une phase cruciale de la crise du Proche-Orient. De ce fait, elle revêt une acuité et une importance internationale d'autant plus grandes.

Les six mois de guerre civile qui ont ravagé le pays, et en particulier Beyrouth, la capitale, ont déjà causé d'énormes dommages à la population : 6 000 morts environ, plus de 20 000 blessés, des dégâts matériels estimés à 9 milliards de livres libanaises, plusieurs dizaines de milliers de chômeurs : tel est, aujourd'hui, le lourd tribut de ces combats fratricides.

Mais quelles en sont les raisons profondes ? Les causes internes au pays pèsent effectivement dans la balance. La constitution du Liban, archaïque, est devenue inadaptée à la composition de sa population. Les injustices sociales y sont criantes, l'opulence des uns cotoyant la misère des autres.

Mais les causes externes jouent sans doute un rôle décisif. Pays frontalier d'Israël, terre d'accueil traditionnelle pour la Résistance palestinienne, le Liban est actuellement au cœur des contradictions qui s'affrontent au Proche-Orient. Il est notamment l'enjeu de l'âpre rivalité des deux superpuissances qui cherchent à y développer leur influence. Chacune dispose de ses propres pions pour cela : l'impérialisme US utilise le parti des «Phalanges» de Pierre Gemayel, les Soviétiques manipulent le «bloc des gauches», dirigé par Kamal Joublatt, qui, à l'occasion de la présente crise, cherche à s'infiltrer plus solidement dans l'appareil d'État. Toutes deux multiplient les ingérences et les pressions, attisant sciemment les contradictions qui déchirent le pays, à tel point qu'un responsable libanais s'écriait récemment : «C'est la bataille de l'indépendance que mène le Liban !»

De cela une partie croissante du peuple libanais acquiert une conscience de plus en plus claire. Réaffirmant leur soutien à la Résistance palestinienne, qui joue un rôle d'apaisement dans le conflit, musulmans et chrétiens manifestent publiquement leur refus des combats qui déchirent le pays, des ingérences des superpuissances et leur volonté de s'affirmer Libanais. C'est ainsi que dans la journée de samedi nombre d'entre eux ont rayé délibérément de leur carte d'identité nationale la mention de leur appartenance religieuse au cours d'une manifestation en faveur de l'unité nationale.

L'accalmie enregistrée au cours du précédent week-end sera-t-elle durable cette fois-ci ? C'est l'espoir de l'immense majorité du peuple libanais.

ORLY, ROISSY

Les C.R.S. envoyés contre les grévistes !

Lundi matin à cinq heures le gouvernement a envoyé d'importantes forces de CRS pour s'attaquer aux grévistes qui occupaient les ateliers d'Air France à Orly ainsi que les bâtiments administratifs de la compagnie occupés depuis vendredi matin.

On apprenait un peu plus tard qu'à 4 h 30 des gendarmes arrivés dans quatre cars de police avaient fait évacuer également les services d'entretien d'Air-France à Roissy.

Chaque jour, chaque heure pourrait-on dire, des ouvriers, des employés se mettent en grève, occupent leur usine, séquestrent leur PDG pour riposter à cette violence de la bourgeoisie contre les travailleurs que représentent les licenciements, le chômage partiel, les pertes de salaires. Les dépôts d'entreprises capitalistes se succèdent. Et les travailleurs sont jetés à la rue tandis que les gros capitalistes réorganisent la répartition de leur capital pour poursuivre leur course au profit maximum.

Mais les occupations d'usine, les séquestrations de masse des patrons ne suffisent pas. Les travailleurs doivent se préparer dès qu'ils engagent la lutte à l'escalade de la violence pratiquée par la bourgeoisie qui envoie sa police et utilise sa justice pour réprimer la juste révolte des travailleurs.

Hier encore par exemple on apprenait la condamnation de huit agriculteurs de l'Ouest en vertu de la loi scélérate «anticasseurs». Pour riposter coup pour coup aux attaques antiouvrières et antipopulaires il ne faut avoir confiance que dans les propres forces des travailleurs en lutte et non dans les bonnes paroles de tel ou tel parti, de tel ou tel élu local. D'ailleurs tous les partis parlementaires, à commencer par le P«C»F, ont vivement réclamé la loi «anticasseurs».

Aux attaques du gouvernement il faut répondre par la lutte du tac-au-tac. Se préparer toujours à une phase supérieure de la lutte pour arracher des légitimes revendications.

Il faut répondre par la violence de masse et de classe à la violence réactionnaire de la bourgeoisie.

(Voir articles «La France des luttes» — pages 2 et 3)

Sommaire

Le P«C»F : Une affaire qui marche ! p. 4

PORTUGAL : Des jours décisifs p. 5

Usine Ernault-Somua à Cholet :

Les travailleurs empêchent la
sortie de la production de l'usine p. 3



« ON N'EST PAS DÉCIDÉS À LACHER »

Semaine de grève :

Conférence de presse des ouvriers de Sancar

L'entreprise Sancar, c'est cette vieille usine, 35 rue de Bagnolet à Paris, qui fabrique pour l'administration toutes sortes de meubles métalliques. Nous avons déjà dit dans notre édition du 24 octobre la situation qui règne dans ses ateliers, et les dures conditions de travail qu'y impose le patron aux 70 ouvriers.

Depuis le 30 septembre, la majorité des travailleurs sont en grève pour imposer, à la direction, des augmentations de salaires — actuellement, ils ne touchent guère au dessus du SMIC — et l'amélioration de leurs conditions de travail. Jeudi après-midi, ils tenaient leur première conférence de presse.



La conférence de presse : un bon moyen de populariser la lutte (photo H.R.).

Les travailleurs devaient y expliquer, en présence des représentants de différents journaux, les raisons et le déroulement de leur lutte ; expliquer également qu'il leur a fallu 4 semaines de grève pour contraindre le patron à prendre en compte leurs revendications. Mais, à ce jour, devaient-ils préciser, la direction n'a cédé sur aucun point. Lundi dernier par exemple, après 2 heures de discussion, le patron n'a rien trouvé de mieux à proposer que deux augmentations... une de 50 F en janvier et une de 50 F en mars ! Les grévistes et la section CFDT ont rejeté ce « cadeau » et la lutte continue.

Les ouvriers de Sancar rencontrent un soutien important auprès de la population et des travailleurs d'autres entreprises. Le comité de soutien qu'ils ont créé a organisé le week-end dernier un bal qui a connu beaucoup de succès et qui devait se montrer fort efficace sur le plan du soutien financier à la lutte.

Correspondant H.R.

Sambre-et-Meuse (Saint-Brieuc)

SEULE SOLUTION : LA LUTTE RESO' JE

Depuis un mois les 27 « décocheurs » de la fonderie sont en grève pour obtenir une augmentation de salaire de 1,00 F de l'heure.

Les dirigeants du P«C»F, relayés par ceux de la CGT, ne veulent pas de la grève générale, qu'ils ne pourraient pas contrôler. C'est pourquoi ils veulent que la grève reste sectorielle.

Le patron lock-out les 500 travailleurs de l'usine : la direction CGT-P«C»F ne bouge pas. Ce silence montre qu'elle entend laisser pourrir le mouvement.

Les communistes marxistes-léninistes de l'entreprise appellent à être solidaires des décocheurs en posant ensemble nos revendications et en se mettant en grève pour leur aboutissement. Mais l'emprise de l'idéologie bourgeoise diffusée par le P«C»F est encore forte à l'usine (c'est un bastion), aussi le contre-poison n'a pas un effet immédiat.

Pourtant dépassée par les travailleurs eux-mêmes, la CGT doit agir. C'est ainsi que le 29 octobre les ouvriers empêchent les nouveaux embauchés de faire le travail des grévistes. Ils se heurtent à la maîtrise, et au patron qui les prend en photo.

Le 30, un délégué syndical et trois délégués du personnel de l'usine, sont assignés devant le tribunal des référés. Le jugement devrait être rendu le 3 novembre.

Correspondant H.R.

SOULEVER UNE PIERRE POUR SE LA LAISSER RETOMBER SUR LES PIEDS

En février dernier, le PDG de la société métallurgique de Gercat (SMG) de Clermont-Ferrand, entreprise appartenant au trust Péchiney, décidait de faire passer les horaires de travail des ouvriers de 43h 75 à 40 heures. Il leur infligeait ainsi une diminution de salaire de 200 F par mois environ, façon des plus classiques de reporter le poids de la crise capitaliste sur les épaules des travailleurs.

Sur la question de l'attitude à adopter face au patron, deux lignes s'affrontaient dans le syndicat, l'une consistait à s'orienter vers une lutte résolue pour les 40 heures sans diminution de salaire et pour l'intégration au salaire de la prime de production, l'autre visait à faire accepter la perte de salaire disant qu'il fallait « s'estimer heureux vu que dans d'autres boîtes on en était à 36 heures » !

Au printemps, nouvelle violence patronale : le PDG décidait de réduire les horaires à 36 heures. Cette fois, les travailleurs entraient en lutte contre le chômage partiel et pour imposer des augmentations de salaires (voir nos éditions des 22 et 23 mai 1975).

Les ouvriers marxistes-léninistes de l'usine passaient à l'offensive. Ils appelaient à la formation d'un comité de grève, faisaient référence aux multiples luttes ouvrières de la période pour montrer que la grève à SMG s'inscrivait dans ce mouvement d'ensemble, insistaient sur l'importance de populariser la lutte et surtout sur la nécessité et l'urgence pour les travailleurs de prendre leur lutte en mains.

LE PARTI DE MARCHAIS PRATIQUE LA DELATION

Mais des ouvriers, qui, depuis toujours avaient confiance dans le P«C»F, devaient suivre, non sans hésitations, le délégué CGT qui appelait à la reprise. Immédiatement, les communistes marxistes-léninistes de l'entreprise dénonçaient politiquement et en la rattachant à la politique générale suivie par le parti de Marchais-Séguy, l'attitude du délégué CGT. La réponse ne devait plus tarder, et deux tracts, l'un rédigé par les seuls membres du faux parti communiste français au nom de la section CGT, et l'autre au nom du P«C»F, furent distribués. Ils s'en prenaient à un délégué (militant marxiste-léniniste) et le dénonçaient nominalement (c'était de la délation pure et simple) tout en attaquant le Parti communiste marxiste-léniniste de France clandestin.

Après les vacances, la direction prenait des mesures pour rendre encore plus difficiles les conditions de vie des travailleurs. Elle leur avait volé quelque 50 à 60 F sur

les salaires d'août et cherchait à pomper sur leur 13ème mois — payable en 2 fois — en appliquant un barème dégressif sur les absences.

La section syndicale se réunit alors pour discuter des revendications qu'il fallait proposer aux travailleurs. De nombreuses divergences réapparurent, mais le délégué révisionniste fut mis en minorité. C'est le point de vue des syndiqués les plus combattifs qui fut retenu définissant trois revendications : Non au chômage partiel, 40 heures sans perte de salaire, augmentation de 200 F pour tous, versement du 13ème mois sans restrictions.

Le 23 septembre la CGT décida de ne pas suivre la ligne démobilisatrice impulsée par la clique des faux communistes Séguy-Krasucki pour cette nouvelle « journée nationale d'action », et d'organiser ce jour une assemblée générale des travailleurs ayant pour objectif de discuter des revendications et de se préparer à la lutte. Mais, le tract qui devait appeler à l'AG fut rédigé et tiré par le délégué syndical révisionniste qui, ne faisant aucun cas de l'avis de la majorité des syndiqués, décida d'appeler non à l'assemblée générale mais à se joindre à la « journée nationale d'action ». Résultat, ce fut un échec pour cette journée, mais l'assemblée générale était belle et bien sabotée.

UN DÉLÉGUÉ RÉVOLUTIONNAIRE NE SE TAIT JAMAIS

Mis en difficulté plusieurs fois de suite par les dénonciations politiques des ouvriers marxistes-léninistes, les éléments révisionnistes tentent aujourd'hui de mettre un terme à l'activité des travailleurs révolutionnaires. Ils ont déjà sanctionné un délégué (militant marxiste-léniniste) et le menacent d'exclusion. Cette sanction a été prise par le bureau de la CGT, en l'absence du délégué qui en est membre.

Aujourd'hui, ce camarade est donc — provisoirement ? — syndiqué de base de la CGT. Mais délégué ou non, un travailleur communiste marxiste-léniniste ne se tait jamais.

A la SMG, la colère gronde chez les travailleurs*, contre les sales attaques de ceux qui osent encore usurper le nom de communistes. Que la petite pincée de révisionnistes dirigeant la section CGT se le tienne pour dit : en excluant de la CGT un ouvrier marxiste-léniniste, elle soulèvera une pierre si grosse qu'elle lui écrasera les pieds.

* La côte du délégué révisionniste de la CGT est en baisse. Récemment, dans un atelier, les travailleurs se sont mis en grève sans même l'en informer : ils ne peuvent plus le sentir !

RHONE-POULENC A CHALAMPE (près de Mulhouse)

Depuis le 15 octobre les travailleurs sont en grève contre le chômage partiel. Les travailleurs indiquent que malgré la réduction des horaires à 36 heures par semaine la production restait identique et même augmentait (donc accélération des cadences). Les 1500 salariés demandent le paiement des pertes de salaire et le retour immédiat aux 40 heures.

Le 22 octobre, 500 grévistes bloquent la douane franco-allemande pendant trois heures.

Le 29 octobre, les grévistes interdisent l'entrée de l'usine aux « administratifs » et occupent l'usine.

Le 30, la direction a proposé le retour à 40 heures à partir du 1er novembre. L'occupation se poursuit, l'indemnisation des jours chômes et des jours de grève n'étant toujours pas satisfaite.



EN COTE D'OR

L'OFFENSIVE OUVRIERE

A la société des professionnels du bâtiment et des travaux publics (PBTP) de Pontailler-sur-Saône, les travailleurs sont en grève depuis le 20 octobre, contre 107 licenciements.

Vendredi 24, le patron (Bourdeau) refusant toujours de céder, les travailleurs organisés autour de la section CFDT occupent l'usine et séquestrent le patron. Le soir même les flics sont intervenus et ont vidé les travailleurs. Mais cela n'a pas brisé leur détermination, bien au contraire. Dans la nuit les travailleurs décident d'organiser une manifestation pour le lendemain et d'appeler les commerçants à fermer leurs boutiques pendant deux heures. Devant la mobilisation des masses, les faux communistes du P.C.F commencent à s'agiter. Le samedi matin, on voit sur le marché trois responsables de ce parti (dont un responsable fédéral) proposer de signer des pétitions sous des panneaux vantant le «Programme commun» avec en gros «Ici on signe pour l'emploi». L'accueil des travailleurs est assez froid. C'est logique quand on sait que le seul militant P.C.F de la boîte, après s'être fait rejeter quand il a proposé de «négocier au mieux les licenciements» s'est retiré de la lutte. Il est significatif aussi que les panneaux du P.C.F ignoraient délibérément l'occupation et la séquestration.

Le samedi à 14h c'est plus de 200 personnes (sur une ville d'un millier d'habitants) qui manifestent. Dans cette manifestation se trouvait une délégation de l'Humanité Rouge et une du PS. Le P.C.F se trouve relégué (avec une Ford escort, une sono et deux militants) au milieu des voitures qui suivent la manif.

Les principaux mots d'ordre sont : «Non au chômage, non aux licenciements», «Paysans, artisans, commerçants, ouvriers même combat».

Symbole du soutien de la population : tous les magasins sont fermés.

Après la manifestation, les travailleurs partirent en tournée dans les villages du canton pour populariser leur lutte.

Chez Simplex-Antivol

Simplex antivol est une petite entreprise de métallurgie de Dijon employant 73 personnes dont 60 ouvriers, en majorité des femmes.

La majorité des actions est tenue par le trust Neiman. Cependant cette entreprise garde une structure «familiale», les postes de direction et d'encadre-

A L'USINE ERNAULT-SOMUA DE CHOLET

LES TRAVAILLEURS EMPECHENT LA SORTIE DE LA PRODUCTION DE L'USINE

Dans le groupe Ernauld-Somua (HES), premier constructeur européen de machines-outils, depuis 4 semaines un large mouvement revendicatif se développe. Ce mouvement touche les 5 usines du groupe : Cholet, Moulins, Saint-Etienne, Lisieux et Vélizy où se trouve le siège social.

A Cholet où HES emploie 850 personnes, après une semaine de grèves tournantes où chaque équipe observait 6 heures d'arrêt de travail, le mouvement revendicatif s'est durci.

Depuis plus de 10 jours maintenant, le personnel occupe les locaux de jour comme de nuit, y compris le week-end. Les travailleurs bloquent les portes d'accès aux bâtiments (voir photo) et empêchent la sortie des marchandises. Chaque équipe, par roulement, observe une journée de grève par semaine. Ce mouvement touche l'ensemble du personnel exceptée la maîtrise. Il a d'ailleurs fait rapidement tache d'huile, puisque le même système de grèves tournantes est observé dans les autres usines.

ment sont tenus par les fils, filles et gendres du patron.

Les revendications des travailleurs sont : 1 700 F minimum (à l'heure actuelle les salaires sont de 8,45 F de l'heure pour les OS 1) suppression du travail au rendement, reconnaissance de la qualification.

Les patrons n'ayant proposé que 3 % d'augmentation, les travailleurs se sont mis en grève le jeudi 23 (50 grévistes sur 60 à l'atelier) et ont occupé l'usine.

Vendredi le patron a reculé en proposant : salaire minimum à 9,15 F, faire passer certaines d'OS 1 à OS 2, augmenter de 4 % les salaires inférieurs à 9,42 F et de 3,5 % les salaires supérieurs à 9,42 F.

La déléguée CGT, membre du P.C.F a eu dans l'action et dans sa préparation un rôle de frein, s'opposant à l'augmentation uniforme soutenue par la CFDT, montrant une attitude constamment défaitiste.

Une assemblée générale doit décider au début de la semaine de la continuation ou non de l'action.

D'ores et déjà cette grève avec occupation, la première lutte dans l'entreprise, a fait prendre conscience de leurs forces aux travailleurs.

Correspondant H.R.



Les travailleurs occupent les locaux en permanence et bloquent les entrées de l'usine toute la journée (Correspondant H.R.).

A l'usine de Cholet les travailleurs posent entre autres comme revendications : augmentation de 200 F, réduction immédiate d'une demi-heure de la durée du travail sans perte de salaire, un calendrier de retour aux 40 heures.

Il y a deux semaines, à la suite de la décision de la «justice» de faire évacuer par la force l'usine de Moulins, et devant l'attitude de la direction qui avait décidé de poursuivre les délégués de cette usine pour «action illégale», les travailleurs de HES de Cholet ont observé une journée de grève pour marquer leur solidarité avec les ouvriers inculpés.

Après avoir manifesté en ville le matin, des groupes de travailleurs se sont rendus aux portes des usines afin d'expliquer leur lutte aux autres ouvriers. Ils se sont ainsi opposés efficacement au mutisme de la presse locale et régionale, et ont commencé à briser l'isolement dans lequel la bourgeoisie voudrait les maintenir.

Il y a deux semaines également, la direction après avoir brandi la

menace du lock-out, a envoyé à chaque ouvrier une lettre dans laquelle elle faisait part des «graves difficultés financières» que connaît le groupe.

Mais les travailleurs ne se sont pas laissés tromper par ce ton pleurnichard, ils se souviennent qu'en septembre la direction parlait de situation florissante... Pour eux, il est clair que le patronat voudrait les démobiliser, d'ailleurs ne les a-t-il pas appelés à rester en dehors des «mots d'ordre et des actions inconsidérés que lancent les syndicats» ?

Ni les sermons, ni les menaces de lock-out n'ont arrêté les ouvriers. Le 27, les travailleurs ont d'ailleurs renvoyé à la direction sa fameuse lettre. La forme de lutte s'avère efficace puisque aucune des machines produites ne parvient à sortir de l'usine. Vigilants devant les manœuvres de la direction, les travailleurs sont décidés à lutter jusqu'à satisfaction complète de leurs revendications.

Correspondant H.R.

Luttes dans la région lyonnaise

Occupation de l'usine Normacem de Décines (banlieue de Lyon)

Face à de nouvelles mesures de chômage partiel 500 travailleurs sur 800 ont adopté à l'unanimité mardi 21 un cahier de revendications portant sur les deux points suivants :

- Paiement intégral des heures perdues et du jour chômé ;
- Retour aux 40 heures.

Devant le refus de la direction de considérer ces revendications et malgré les menaces du patron, les travailleurs ont, sur l'heure, déclenché la grève avec occupation.

ENSEIGNEMENT

Enseignants et élèves du lycée de La Martinière-Montplaisir (Lyon) manifestent contre l'état des locaux : «Il y a actuellement 28 salles sans électricité et 6 salles condamnées en raison de la pluie. Nos conditions de travail sont inacceptables. Les cours ont lieu sous la pluie ou sans éclairage. Il faut parfois changer de salle au milieu d'un cours» déclarent-ils.

Les instituteurs de la région lyonnaise réclament la réintégration de 13 stagiaires renvoyés chez eux après avoir, dans un premier temps, été admis au stage de préparation du certificat d'aptitude à l'enseignement à Bourg-en-Bresse.

Le P«C»F : une affaire qui marche ! (4)

Fin de l'enquête faite par des ouvriers d'Alsthom sur : les comités d'entreprise, Tourisme et travail, les fonds versés par l'impérialisme russe au P«C»F.

Les numéros d'HR comprenant ces articles sont encore disponibles, passez commande à : L'Humanité Rouge - B.P. 293 - 75866 Paris Cedex 18 (l'exemplaire 1,50 F).

Vous pouvez également passer commande pour des numéros antérieurs traitant de ces questions : numéros 290, 295, 297, 300, 304, 306, 318 (1 F), 337, 346 et 353 (1,50 F).

LE P«C»F : UN PARTI BOURGEOIS, ALLIÉ À L'IMPÉRIALISME RUSSE.

Tous ces faits ne sont que «la partie visible de l'iceberg». La vérité est soigneusement cachée et étouffée par le P«C»F.

Ce sont toutes ces conditions sociales, économiques et politiques qui font du P«C»F un défenseur acharné du système capitaliste. Mais en plus, ses liens idéologiques et économiques avec l'URSS en font un allié zélé de l'impérialisme russe, en France. Il espère ainsi que l'impérialisme russe l'aidera à se hisser au pouvoir pour prendre la place des autres bourgeois français.

mais, en même temps,

- opposée à d'autres fractions de la bourgeoisie, qui n'acceptent pas de se mettre sous la direction de l'impérialisme russe.

Dans la mesure où le P«C»F n'a pas un pouvoir économique aussi fort que les autres fractions de la bourgeoisie, il essaie de s'infiltrer dans l'appareil d'Etat bourgeois (comme le P«C»P au Portugal), mais il tente aussi d'amener les travailleurs à l'aider à se hisser au pouvoir. Et pour cela il cherche à avoir le monopole absolu d'encadrement de la classe ouvrière.

D'où la répression de type fasciste qu'il exerce contre toute opposition à sa politique dans la classe ouvrière.

DÉMASQUER LA BOURGEOISIE SOUS TOUTES SES FACES

Tous ces faits, que nous avons rappelés ou révélés, montrent que le P«C»F n'est pas un parti qui représente les intérêts de la classe ouvrière. Il ne sert à rien de s'imaginer que l'on changera les responsables du P«C»F par la lutte d'idées. Ce serait s'imaginer que ce sont des éléments honnêtes, qui ont réellement intérêt à la révolution.

Le P«C»F n'est pas un parti de gens qui «se trompent» ou qui «font des erreurs», ou encore, qui croient sincèrement servir les intérêts de la classe ouvrière.

Certes, une partie des membres du P«C»F sont effectivement des gens sincères et honnêtes, qui aspirent réellement au socialisme. Le P«C»F les trompe en se camouflant derrière des discours de gauche en apparence, pour mieux masquer sa trahison des intérêts de la classe ouvrière. L'influence quotidienne de l'aristocratie ouvrière, à l'usine, à l'atelier, dans le CE, etc., les imbibent chaque jour de préjugés bourgeois.

Le P«C»F est un parti bourgeois, qui sert les intérêts de la bourgeoisie bureaucratique révisionniste, et qui est allié de l'impérialisme russe. C'est un ennemi de la classe ouvrière. Et un ennemi dangereux dont il faut arracher le masque, pour arracher la classe ouvrière à son influence.

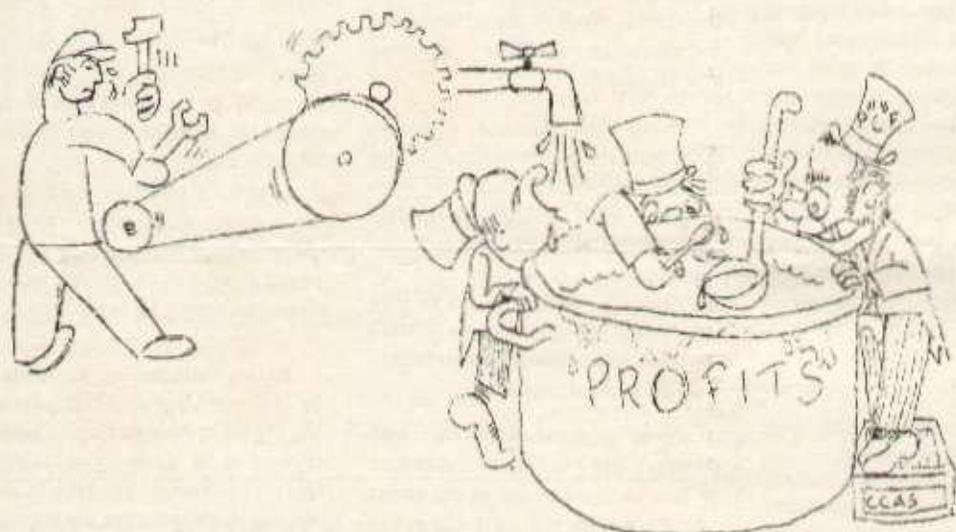
Il faut combattre la bourgeoisie qui s'infiltrer dans le mouvement ouvrier *au même titre* que le reste de la bourgeoisie. Il faut combattre le P«C»F *de la même manière* que l'on combat le reste de la bourgeoisie.

C'est la seule voie pour avancer dans le sens des intérêts de la classe ouvrière !

Camarade !

Rejoins le camp de la révolution. Diffuse et aide à diffuser cette brochure pour ouvrir les yeux de tes camarades autour de toi.

VIVE LA RÉVOLUTION
PROLÉTAIRIENNE !
VIVE LE SOCIALISME !



Toutes les caricatures contenues dans la brochure ont également été réalisées par les ouvriers eux-mêmes.

Ainsi, la bourgeoisie révisionniste est à la fois :

- un défenseur du système capitaliste, donc allié aux autres fractions de la bourgeoisie sur ce plan,

Tels sont les traits essentiels du P«C»F :

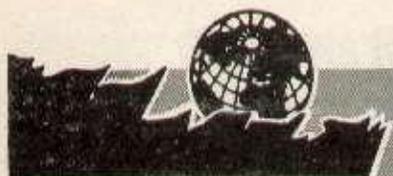
- parti bourgeois,
- parti allié de l'impérialisme russe,
- parti social-fasciste (socialiste en paroles et fasciste dans les faits).

CETTE SEMAINE UNE NOUVELLE ENQUETE :

QU'EST-CE QUE LA NOUVELLE

EXTREME - GAUCHE ?

Analyse et présentations des formations se situant à gauche du P«C»F, notamment trotskystes et marxistes-léninistes.



PORTUGAL

DES JOURS DECISIFS

A l'approche du 11 novembre - date où l'Angola deviendra effectivement indépendant - la tension grandit au Portugal où rumeurs de coups d'Etat et «contre-coups» d'Etat se succèdent à une cadence toujours aussi accélérée.

Elle a été accrue par l'activité de commandos d'extrême droite qui, durant la dernière quinzaine de mois d'octobre, se sont livrés à une série d'attentats à l'explosif, notamment dans la région de Porto. On signale un peu partout une recrudescence des activités clandestines de l'Armée de libération du Portugal (ELP, fasciste) et du Mouvement démocratique pour la libération du Portugal (MDLP, lié au général Spínola). Enfin deux ex-officiers portugais ont été arrêtés ces jours-ci sous l'accusation d'avoir trempé dans le «complot du 11 mars» qui visait à donner les pleins pouvoirs à Spínola.

Le PCP pro-soviétique d'Alvaro Cunhal à son habitude, attise cette nervosité en répandant les bruits les plus alarmants : «Les jours que nous vivons jusqu'au 11 novembre seront des jours dangereux» vient de déclarer Cunhal à son dernier meeting public. Ses sympathisants accusent également les forces aériennes - dont le chef d'Etat-Major est le commandant Canto Castro, l'un des signataires du document des «neuf» (regroupant les officiers du MFA favorables à l'indépendance du Portugal de l'une comme de l'autre superpuissance) - de préparer un coup réactionnaire. Le commandant Castro et le «front militaire antifasciste et antisocial-fasciste» - récemment créé pour lutter dans l'armée contre l'influence des idées de droite ou pro-soviétiques, ont dénoncé ces accusations comme faisant partie d'une «campagne psychologique» en vue de justifier une subversion pro-soviétique. Il est vrai que, alors que les forces aériennes

s'entraînent intensément, les forces navales, où domine l'influence des pro-soviétiques, développent leurs manœuvres d'exercices antiaériens.

Pourtant, l'offensive lancée par le Front unitaire révolutionnaire (FUR), et soutenue en sous-main par le PCP, contre le VIème gouvernement semble avoir momentanément échoué.

Le démembrement de la «cinquième division», succursale du PCP, chargée par celui-ci de la «dynamisation socio-culturelle» et dont la dissolution avait été rigoureusement réclamée par les masses portugaises, se poursuit.

La manifestation organisée à Lisbonne le 23 octobre à grand renfort de moyens par le PCP, ne rassemblait que quelque 25 000 personnes alors que le lendemain, une foule immense déferlait à Porto pour manifester son soutien au VIème gouvernement. Jeudi matin le quotidien ouvertement pro-soviétique «O século» n'a pas pu paraître à la suite d'un boycottage de sa direction. Le «Diário popular», qui suivait la même ligne, a récemment changé de ton à la suite de modifications dans son comité de rédaction. Une certaine évolution, manifestant la volonté de luttres contre le monopole d'une information accaparée par les pro-soviétiques, se fait également sentir à la radio et à la télévision.

Il est évident que l'URSS, comme les USA, qui dans les ébouissures s'efforcent d'entraver le processus révolutionnaire des masses portugaises pour l'indépendance, la démocratie, le bien-être, ont l'une comme l'autre intérêt à maintenir la tension au Portugal. Les jours prochains - qui verront l'accès de l'Angola à l'indépendance - dans des conditions encore indéterminées - pèseront d'un grand poids au Portugal.

PARIS :

Ouverture d'un bureau d'information de l'OLP

Le gouvernement français vient de rendre publique sa décision d'autoriser l'OLP à ouvrir à Paris un bureau d'information et de liaisons.

Le porte-parole de l'Organisation de libération de la Palestine s'est félicité de cette décision qui, a-t-il dit, «traduit une évolution importante de l'attitude française vis-à-vis du peuple palestinien et de sa juste cause».

De son côté, le gouvernement japonais vient d'affirmer que l'OLP représente le peuple palestinien et qu'il n'est pas opposé à l'établissement d'une mission de cette organisation à Tokyo.

CAMBODGE :

Relations amicales avec la Thaïlande

M. Ieng Sary, vice premier ministre cambodgien chargé des affaires étrangères, vient d'achever une visite d'amitié en Thaïlande, pays voisin du Cambodge. Il a précisé qu'il était venu à Bangkok, capitale de la Thaïlande, «pour promouvoir la coexistence dans la paix et l'amitié», ajoutant que les deux pays étaient tombés d'accord pour ne pas utiliser leur territoire comme base d'intervention et d'agression et ne pas autoriser d'autres pays à installer des bases sur leur sol.

Cet accord est un nouvel échec pour l'impérialisme US qui, au cours des récentes guerres d'Indochine, avait fait de toute la Thaïlande une gigantesque base pour ses B 52.

PEKIN :

L'union européenne encouragée

Au cours du banquet offert au chancelier fédéral allemand, Helmut Schmidt, le vice premier ministre chinois, Teng Siao-ping, a porté un toast «à l'union de l'Europe et à la croissance de sa force». Il avait souligné auparavant que l'union européenne revêt pour la République populaire de Chine «une grande importance. Que les Européens s'unissent, cela est une exigence de l'histoire ; on est fort quand on est uni, et on est sujet aux vexations quand on est dispersé.»

O.N.U. :

Condamnation de l'apartheid dans les sports

La commission politique spéciale de l'assemblée générale des Nations unies a adopté jeudi dernier, par acclamations, une résolution recommandant le boycott des organisations sportives sud-africaines fondées sur l'apartheid ou qui appliquent des critères raciaux dans la formation d'équipes sportives. Le texte adopté félicite toutes les organisations sportives et tous les sportifs d'Afrique du Sud qui luttent contre le racisme dans les sports.

VIENNE :

Les négociations SALT dans l'impasse

Les négociations SALT, entre les deux superpuissances américaine et soviétique sur la limitation du nombre des fusées stratégiques sont toujours dans l'impasse a implicitement admis le président Ford. De ce fait la visite du chef de file du Kremlin, Brejnev, aux USA est reculée «sine die».

Par ailleurs, deux ans après le début de la conférence de Vienne sur les «réductions de forces en Europe centrale», les négociations militaires entre l'Alliance atlantique et les pays du Pacte de Varsovie n'ont toujours pas abouti à l'embryon d'un résultat concret.

LIMA

Une mission "scientifique" tres spéciale

Le 17 septembre la presse péruvienne fut invitée à visiter un navire «de recherche océanographique» soviétique, le «Léonid Sobolev», récemment arrivé au port de Callao.

Avides de connaître les dernières nouveautés en matière d'exploration des océans, les journalistes se rendirent nombreux sur le navire.

Le chef de la mission «scientifique», capitaine Léonid Nasier, donna une conférence de presse sans intérêt. Il refusa de donner son avis sur le problème des 200 milles de mer territoriale revendiqués par le

Pérou ainsi que par nombreux pays du tiers monde. (On sait que l'Union soviétique s'oppose à cette juste revendication). De même il ne dit rien sur le refus de l'Union soviétique de signer l'accord faisant de l'Amérique latine une zone dénucléarisée et de s'engager à ne pas employer d'armes nucléaires dans la zone. «Je ne fais pas de politique, déclara-t-il, je suis un fonctionnaire d'Etat».

Quand les journalistes demandèrent à visiter les installations du navire et connaître les équipements scientifiques, il leur fut répondu que le navire n'avait pas l'équipement nécessaire pour explorer ! En somme un bateau d'exploration venu de Vladivostok en mission d'exploration sans équipement pour explorer ! Quoi de plus naturel ?

De plus le capitaine interdit aux reporters de photographier quoi que ce soit.

Les journalistes ne manquèrent pas d'exprimer leur étonnement.

Les commentaires dans les quotidiens et les revues sur le curieux navire ne furent pas des plus élogieux...

Cahoussaq Massi

COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE No 6 VIENT DE PARAITRE ****

Passez vos commandes au CILA, 88 Rue Rébeval, 75019 Paris.



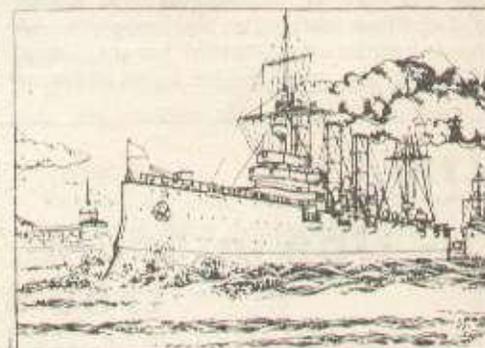
Résumé : Arrivés à l'Institut Smolny, où le commandement révolutionnaire est en pleine effervescence, Lénine demande à voir Staline.



99) «Petit Pierre» tient Vassili et lui demande : «As-tu vu Lénine ?» Vassili n'a vraiment pas le temps de lui parler, en montrant du doigt la foule à l'extérieur, il dit : «Il est là-bas, l'as-tu vu, il est en train de marcher.» Quand il a fini de parler, il se tourne et se dirige vers le quartier général de la Révolution.



100) Lénine est arrivé au bureau du quartier général du comité de la révolution armée. La révolution commence... Lénine, Staline et des camarades comme eux, en première ligne, dirigent la révolution armée. Le premier coup de canon de la Révolution d'Octobre a frayé une nouvelle époque de l'histoire de l'humanité.



101) Les ordres, les uns après les autres sont envoyés du Comité central. La flotte de la mer Baltique suivant les ordres du Comité central de la révolution, met le cap sur Pétrograd.



102) Suivant les ordres du Comité central, ouvriers, marins et soldats révolutionnaires, partent de l'institut en équipes pour la guerre, commencent à attaquer l'ennemi, tout le monde chante en chœur : «... Ne dis pas que nous n'avons rien, nous voulons être les maîtres du monde...»

(A suivre)

Les sociétés d'intérim : DES ESCLAVES A LA CARTE

(Lettre d'un lecteur)

Camarades,

Une société de prestation de personnel dernièrement se vantait : «*Même en période de crise de l'emploi, nos services spécialisés sont en mesure de vous offrir des postes stables et bien rémunérés.*»

Les chômeurs savent, feuilletant journalièrement les petites annonces que 70 à 90 % des offres d'emploi passent par le canal des sociétés d'intérim.

Ce n'est pas un hasard si ces sociétés se développent et pullulent en période de crise économique. L'évidence, que l'essor de ce type de sociétés est le fait conscient de la bourgeoisie est, il est superflu de le redémontrer, illustrée par un exemple personnel.

— Une semaine après avoir été embauché dans une entreprise comme travailleur temporaire, je reçois de cette même entreprise, une réponse négative à la demande d'embauche «en fixe» que je lui avais envoyée une semaine avant d'y être entré en intérim.

Embauchant jusqu'à 50 %, voir plus, de leur personnel au statut d'intérimaire, les patrons disposent d'un personnel licenciable à merci, balayant d'un coup les acquis de tant de luttes. Ils créent parmi les travailleurs une division fictive, mais d'autant plus efficace, que les dirigeants de la CGT la consacre volontiers.

En effet, pour détourner les travailleurs de la lutte, et les diviser, les arguments

les plus réactionnaires sont dans la bouche de certains de ces messieurs.

«*Les intérimaires sont des marginaux, des jaunes. S'ils sont intérimaires c'est par choix conscient. Comment voulez-vous qu'ils soient embauchés, alors qu'ils sont surclassés donc surpayés par rapport à leur vraie valeur. Les intérimaires sont des diviseurs et, arguments suprêmes : si il n'y avait pas d'intérimaires on serait obligé de licencier (pour ces messieurs la mise à la porte d'un travailleur temporaire, n'est pas un licenciement) et si les intérimaires n'existaient pas, grand nombre d'entreprises ne seraient pas viables car en période creuse elles seraient moins compétitives en payant du personnel en inactivité.*» Voilà ce qu'ils disent.

Ces deux derniers arguments montrent que ces dirigeants sont prêts à prendre la relève de la bourgeoisie ; ils manifestent autant de souci qu'elle pour le profit, et autant de mépris qu'elle pour les travailleurs.

Oui, l'intérim est en pleine expansion. L'Etat-patron y a largement recours, lui aussi. En se passant de l'office d'intérim, intermédiaire coûteux, il embauche des travailleurs comme stagiaires, auxiliaires, vacataires... Les dénominations sont différentes mais le but recherché est le même : licencier sans problème, diviser les travailleurs, amoindrir leur capacité d'organisation.

Un lecteur de Saint-Quentin en Yvelines (région parisienne)

PARIS-RHONE

"L'Humanité" et les contrôles médicaux patronaux

Les contrôles médicaux patronaux constituent une arme répressive contre les travailleurs qu'il faut dénoncer. Dans l'«*Humanité*» du 13 octobre 75 ainsi que dans l'«*Humanité-dimanche*» du 15 octobre on parle beaucoup des contrôles médicaux patronaux. Et qu'y voit-on ? Ils rendent compte de différents jugements et des luttes des travailleurs contre Sécurex (organisme qui fait les contrôles médicaux patronaux). C'est ainsi qu'ils mettent en avant la lutte des travailleurs de Paris-Rhône. Mais qu'ont-ils fait à Paris-Rhône, les responsables P«C»F qui dirigent la CGT ? Rien. Au contraire ils ont tout fait pour s'opposer à l'action qu'a menée la CFDT contre Sécurex (tracts, prises de parole à l'entrée de l'usine, tracts, affichage, etc.). Ils ont tout fait pour démobiler les travailleurs c'est ainsi qu'ils disaient : «*A Paris-Rhône, le danger n'est pas immédiat, le patron n'a pas encore pris de décision*» * «*La CFDT lutte contre Sécurex c'est pour se faire bien voir des ouvriers, mais cela ne sert à rien.*» Et aujourd'hui, ces traîtres à la classe ouvrière osent se réclamer de la lutte des ouvriers de Paris-

Rhône contre Sécurex. Quel culot ! Mais nous sommes bien persuadés que les ouvriers sauront faire la différence entre leurs véritables camarades et les imposteurs qui dirigent la CGT.

D'après certains bruits (sérieux), la CGT serait assez d'accord pour que les contrôles médicaux sur les salariés malades soient renforcés à condition que l'organisme qui dirige cette répression soit administré paritairement (syndicat, patron, sécurité sociale).

Ils pensent qu'ainsi le jour où ils prendront le pouvoir l'appareil sera en place et à leur service.

Correspondant H.R.

* A Paris-Rhône la direction n'a pas encore mis en place Sécurex, mais elle a clairement laissé entendre qu'elle envisageait de faire appel à Sécurex (fait confirmé par d'autres sources d'information). Suite aux questions de la CFDT le patron n'a jamais voulu s'engager à renoncer définitivement à Sécurex. C'est pourquoi il était très important de mobiliser les travailleurs avant que les contrôles médicaux ne soient en place pour faire échec au patron.



Television

MERCREDI DERNIER SUR L'A 2
DÉBAT SUR LA VIOLENCE
AU COURS DE L'ÉMISSION
«C'EST-A-DIRE»

Brouiller les cartes

Cavada, animateur de cette émission-débat, est un fameux meneur de jeux. Il excelle dans l'art de choisir ses invités et de tricher. Intituler ce débat du mot vague de «violence» est déjà un signe. Le mot est suffisamment court et neutre pour pouvoir le mettre dans de nombreuses expressions. On peut dès lors brouiller le jeu : violence des guerres impérialistes, des hold-up, des bagarres des bals du samedi soir, des manifestations populaires, tout cela c'est blanc bonnet et bonnet blanc !

«N'est-ce pas dans la nature de l'homme ?» propose aimablement un des invités de l'émission, M. Perrin, rédacteur en chef du «Progrès de Lyon». Voilà, l'idée est lancée. Sur la base faussement objective d'un sondage bidon (la façon dont sont posées les questions, leur caractère général et vague, le cadre rigide des réponses enlèvent toute valeur à ce genre d'enquêtes) et d'une séquence filmée sur la famille Manson, à la fois symbole et produit de la pourriture générale du capitalisme et de l'impérialisme américain en particulier et non pas de la «violence» comme le dit Cavada, le débat peut commencer. L'intervention de Perrin provoque un courant approuvateur dans l'assemblée. Le commissaire Jobart, M. Kierjman semblent d'accord. De même Roman Polanski, cinéaste américano-polonais qui, soit dit en passant, en soutenant cette thèse nous explique par sa propre expérience qu'en Pologne (pays soi-disant de «démocratie populaire») de jeunes «voyous» se livrent aussi à des bagarres aux bals du samedi soir de là-bas. Piccoli est là aussi. Il est l'invité du jour. Il semble le seul à être un peu lucide (!) mais cela ne l'empêche pas de se prêter volontiers au trucage du jeu. La violence est dans la nature de l'homme ? Alors pour ces messieurs les bourgeois au pouvoir, les impérialistes ne sont pas des «hommes» : pas un mot dans ce débat sur les violences réactionnaires des flics qui assassinent des immigrés, des fascistes qui torturent, des impérialistes qui envahissent et qui pillent ou tout simplement sur la violence de l'exploitation capitaliste ! Courtoisement — sans trop vouloir déranger — Piccoli propose de parler de Touvier, plutôt que des bandes de «voyous». Cavada, quand même dérangé mais «libéral», accorde qu'il est prêt à en parler mais que c'est un AUTRE DÉBAT !

Le jeu ici inventé cache la vraie bataille. En mélangeant tout — ce qui permet entre autres de tout mettre sur le dos des jeunes — ces messieurs cherchent à dissimuler le caractère de classe de la violence : contre la violence réactionnaire du capitalisme et de l'impérialisme, prend naissance une violence spontanée plus ou moins juste et une violence révolutionnaire de masse juste et seule réellement efficace. Séquestrations de patrons, occupations d'usines, exécutions des fascistes, des occupants impérialistes, guerres des peuples contre l'impérialisme en sont les preuves irréfutables.

Brouillons les cartes et les vaches seront bien gardées, n'est-ce pas, M. Cavada ?

UN FILM A VOIR

«A QUI EST LE MONDE ?»

(«Kuhle Wampe», film de Bertolt Brecht et Slatan Dudow, 1932)

En Allemagne en 1925, le Parti communiste fonda la Prometheus film GMBH qui s'acheva en 1932 avec la production de «Kuhle Wampe» réalisé par Brecht et Dudow. Tourné en 1931, subissant d'énormes difficultés financières, il fut d'abord interdit par la commission de censure gouvernementale car il était de nature à «ébranler les fondements de l'État» et comportait «un appel évident à la violence et à la révolte». A la suite de protestations massives des communistes et des progressistes, le film fut autorisé, avec quelques coupures, et fut projeté pour la première fois en Allemagne le 30 mai 1932.

Le film nous montre les effets de la grande crise économique qui sévissait alors sur les travailleurs allemands. L'angoisse du chômage est rendue vivante par des prises de vues admirables suivant la course à l'emploi des chômeurs en vélo, prises de vues soulignées par une musique qui dans tout le film a par elle-même une réelle valeur démonstrative, tant elle est riche d'expressivité.



Chômeurs en 1930.

Cette situation tragique (qui était celle de la vie quotidienne lors de la sortie du film) engendre des types de réaction différents. Dans une famille de chômeurs, l'idéologie dominante sape la combativité des travailleurs et accule le fils désespéré et culpabilisé de n'avoir pas trouvé de travail au suicide. La famille est de plus expulsée par un jugement rendu «au nom du peuple» qui la taxe d'avoir manifesté de la mauvaise volonté en ne payant pas son loyer. Tous les recours administratifs ayant été épuisés en vain, la famille s'installe alors chez l'ami que fréquente la jeune fille.

Celui-ci, ouvrier pourvu d'un travail, se refuse à tout engagement, tant sur le plan politique que sur le plan sentimental, afin de conserver sa «liberté». Ce n'est qu'ayant été frappé à son tour par le chômage qu'il prend conscience de la nature de classe de la «liberté» qu'il revendiquait et rejoint l'organisation de jeunesse des communistes,

dont sa fiancée fait déjà partie, qui appelle à l'unité des travailleurs.

Le film se termine par un affrontement des deux idéologies en présence, l'idéologie bourgeoise et l'idéologie prolétarienne, à l'occasion d'une discussion qui s'engage dans le métro à propos de la situation internationale (au Brésil on brûle des milliers de tonnes de café) à laquelle tous les voyageurs d'un wagon se mêlent. L'idéologie bourgeoise y est démontée d'une façon qui n'a rien d'abstrait, mais en résolvant les questions que se posaient tous les travailleurs de l'époque.

La beauté des images et l'humour ajoutent encore à la force de ce film qui est une application exemplaire d'art révolutionnaire au cinéma, un genre inconnu du système de production et de distribution que manie cyniquement la bourgeoisie.

Il faut voir ce film où le peuple est le seul héros et où règne, contrairement à l'entreprise défaitiste et démobilisatrice du «Potemkine» de Hossein-Soria-Decaux, l'optimisme et la confiance dans les masses qui prennent en main leur avenir.

CINEMOBIL : Square Chanoine Wolet, au coin des rues Olivier-Noyer et Didot. Métro Pernety, 14^e arrondissement. Entrée 10,00F. Scénario intégral vendu à l'entrée (5,00F) car le film est en version originale. Tous les jours pairs à 15h, 20h, 22h et samedis et dimanches pairs à 14h, 16h, 18h, 20h et 22h.

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH. Q.

L'une des plus célèbres nouvelles de Lou Sin adaptée au théâtre par Jean Jourdeuil et Bernard Chartreux sera présentée du 4 novembre à fin décembre au théâtre de l'Aquarium.

CARTOUCHERIE. Route de la Pyramide, métro Château de Vincennes, prendre l'autobus 306 à la gare routière, quai C, et descendre à «Route du champ de manœuvres».

Coproduction : théâtre national de Strasbourg. Prix des places : individuels, 20,00 F — Collectivités : 15,00 F. Location : tél. 808-99-61.

Prochaine page culturelle:
Potemkine (de Hossein),
une entreprise mystifica-
trice du P«C»F.

CORSE :

Le mouvement contre la répression s'organise

Poursuivant l'action entreprise pour la libération des militants corses emprisonnés, les «Comités de soutien aux patriotes corses emprisonnés» ont décidé, dimanche à Corte, le principe d'une journée d'action dans les délais les plus brefs. Cette journée d'action aura notamment pour objectif d'obtenir la libération du docteur Edmond Siméoni et de ses camarades, l'arrêt des poursuites et toute la lumière sur le scandale vinicole d'Aléria. Par ailleurs les délégués des comités ont proposé à toutes les organisations de masses de Corse de se réunir le 6 novembre à Corte afin de préparer une journée d'action sur l'île.

D'autre part, à Bastia, s'est tenu les 31 octobre et 1er novembre le «Congrès national de la Corse» qui a mis au point une série de revendications qui sont :

«Affirmer le droit du peuple corse à la vie sur sa terre dans le cadre politique qu'il aura choisi.

— Condamner toutes les manœuvres du pouvoir et de ses complices, les clans, visant à dénaturer le contenu des luttes du peuple corse.

— Réaffirmer que le problème culturel ne peut être dissocié du problème politique. Plus précisément le congrès dénonce l'antiprojet d'université.

Le Congrès national de la Corse demande :

«La libération des patriotes corses incarcérés et l'arrêt de toute poursuite.

— La mise au jour de tous les scandales politico-financiers qui couvrent le pouvoir complice.

— L'élaboration d'une charte de retour des Corses ainsi que la création d'emplois pour les Corses et en priorité pour la jeunesse.

— La restitution au peuple corse de ses moyens d'échanges et de production, condition de la maîtrise de son développement et de sa survie.»

CINEMA :

On ne tue pas la poule aux oeufs d'or

Affaire «culturelle» puis économique, la question du cinéma pornographique est devenue, depuis le mois d'octobre, une affaire politique.

On se souvient que le gouvernement qui se veut «libéral et avancé» avait supprimé, selon les vœux de Giscard d'Estaing lui-même, «toute censure».

En fait, chacun peut s'apercevoir que cette libéralisation ne visait nullement les rares films politiques qui présentent un réquisitoire contre tel ou tel aspect du système capitaliste (Histoire d'A, film qui milite pour le droit à l'avortement libre et gratuit, est à notre connaissance toujours interdit). Par contre la «libéralisation» a été l'occasion d'une nouvelle accélération de la vague pornographique.

Celle-ci présente deux avantages pour les capitalistes : d'une part elle vise à corrompre les travailleurs, et notamment la jeunesse, en ne leur donnant comme «idéal» qu'une vie étroitement limitée à des instincts bestiaux et d'autre part elle est une excellente source de profits : les films pornographiques nécessitent des budgets limités, les décors de l'action y étant restreints au minimum tout comme la qualité technique.

Donc jusqu'au mois de septembre tout allait comme sur des roulettes dans ce domaine et une multitude de films dans le genre furent mis en route avec l'accord forcé du «ministère des Affaires Culturelles». Malheureusement l'indignation populaire se refléta de diverses manières et des protestations se firent entendre. C'est alors qu'une

idée germa dans la tête du ministre des impôts, Fourcade. Et si on faisait d'une pierre deux coups ? On taxe les films pornos qui font des bénéfices considérables : voilà des rentrées bienvenues en cette période de crise et en même temps on prétend s'attaquer à une production cinématographique désapprouvée par le pays.

C'est ainsi que le 29 octobre, le Conseil des ministres a décidé la TVA à 33,33 % pour cette catégorie de films. Bien entendu il s'agit là d'une mesure hypocrite ; reconnaître que le cinéma porno peut-être une source de rentrées dans les caisses de l'État c'est en même temps justifier et instituer fermement cette production : on ne tue pas la poule aux oeufs d'or...

Mais là où l'affaire prend toute sa saveur c'est quand les partis et organisations se disant de gauche s'élèvent contre «les limites à la liberté d'expression que cela constitue». Cela montre bien que idéologiquement, gouvernement et opposition parlementaire sont bien du même bord, celui de l'exploitation : les partis concernés ne parlent à aucun moment du «travail» d'esclave que doivent faire les «acteurs» des films pornos pour vivre et de la tentative d'aviilissement des masses.

MANIFESTATION D'AGRICULTEURS DANS LE MAINE-ET-LOIRE

Deux cents paysans-travailleurs ont manifesté, dimanche, à Sainte-Christine (Maine-et-Loire), contre un cumul.

Le comte Briey, retraité, a en effet décidé de reprendre, au nom de son épouse, l'exploitation de «la Dubée», une propriété de 34 hectares qui lui appartient, et dont le locataire, à bout de bail, a décidé d'abandonner l'exploitation.

Les paysans-travailleurs et le CDJA ont dénoncé ce cumul alors que, dans le canton de Chemillé, cinq jeunes agriculteurs cherchent vainement une ferme et que, pour «la Dubée», deux demandes ont déjà été formulées.

Les manifestants ont occupé durant une heure la ferme.

GREVE DES LADS DANS UNE ÉCURIE DE CHANTILLY

Chantilly, 2 novembre.

L'ensemble des lads — une quinzaine — de l'écurie Gleize à Chantilly (Oise) s'est mis en grève depuis samedi.

Les lads entendent ainsi protester contre le non-paiement des heures supplémentaires et la non-application des accords signés à Beauvais en juillet dernier au terme d'un combat acharné livré par cette catégorie d'ouvriers agricoles.

SAHARA OCCIDENTAL : UN APPEL A LA RAISON DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Pendant qu'à Tarfaya, au Sud du Maroc, plusieurs dizaines de milliers de Marocains sont déjà réunis, dans des conditions matérielles très pénibles, attendant le départ de la «marche verte» du roi Hassan, une nouvelle fois reportée, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni dimanche matin sur cette question. Il a rapidement adopté une résolution demandant au Maroc de renoncer à son projet de marche sur le Sahara occidental et appelant toutes les parties concernées à négocier un accord, en se gardant de tout acte unilatéral susceptible d'accroître la tension dans la région.

Auparavant le représentant espagnol avait annoncé que son gouvernement aurait au besoin recours à la force armée pour protéger l'intégrité territoriale du territoire saharien, qu'il administre encore, de toute violation de frontière.

De son côté, le porte-parole algérien a solennellement rappelé la position de son pays sur le fait que la souveraineté sur le Sahara espagnol appartient à son propre peuple et non à l'Espagne, au Maroc ou à la Mauritanie. Il a précisé qu'il appartenait à l'ONU de faire respecter ce droit à l'autodétermination et que, si elle n'y parvenait pas, l'Algérie ferait face à toutes ses responsabilités.



ALGÉRIE : IL Y A 21 ANS, DANS LES AURES

L'Algérie fêtait samedi le 21^e anniversaire de sa lutte de libération du colonialisme français. Sous le titre «Fidèle au serment du 1er novembre 1954», El Moudjahid, organe central du FLN, écrit à cette occasion :

«La Révolution algérienne a rétabli et consolidé l'indépendance nationale dans tous les domaines : politique, économique et culturel.»

Dénonçant «ceux qui s'irritent de voir que leur exploitation, leur domination et leur pillage à l'échelle planétaire se heurtent aux revendications fermes autant que légitimes pour la défense desquelles l'Algérie est à l'avant-garde...», le journal conclut : «La vigilance révolutionnaire est plus que jamais de rigueur. Le prix que nous avons payé pour faire triompher notre révolution nous fait un devoir d'être à même de la protéger de toute atteinte d'où qu'elle vienne.»

Notre quotidien, sous la plume de son directeur politique Jacques Jurquet, a adressé un message de félicitation aux dirigeants de l'Amicale des Algériens en Europe, dans lequel il est dit notamment :

«Quand nous évoquons l'héroïque combat anticolonialiste de votre peuple, nous nous sentons toujours tenus à une profonde gratitude envers lui dans la mesure où il a porté des coups plus que redoutables à notre principal ennemi en France, le capitalisme exploiteur.»

«Mais nous savons aussi qu'aujourd'hui, sous la direction de votre chef d'État, Houari Boumediène, votre pays, votre nation et votre peuple indissociables édifient victorieusement une Algérie indépendante non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan économique.»